

Nous voyons d'un si mauvais œil les ressources uranifères du Canada nous échapper que le gouvernement présentera, au besoin, un projet de loi visant à modifier la loi sur le contrôle de l'énergie atomique, et qui entretrait en vigueur dès aujourd'hui, afin d'éviter qu'une telle transaction ait lieu. J'ai attendu la fermeture de la Bourse aujourd'hui pour vous le dire.

Des voix: Bravo!

MOTION D'AJOURNEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 26 DU RÈGLEMENT

LES CÉRÉALES

LE PROGRAMME DE RÉDUCTION DES EMBLAVURES ET LA SITUATION FINANCIÈRE DES FERMIERS DE L'OUEST

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Gleave:

Que la Chambre s'ajourne maintenant.

M. Gleave: Monsieur l'Orateur, pendant le peu de temps qu'il me reste, je veux signaler d'autres effets de ce programme. Jusqu'à décembre, l'Australie a augmenté ses ventes de 32.9 millions de boisseaux, l'Argentine de 1.4 million de boisseaux et les États-Unis de 12 millions de boisseaux. Nos ventes sont tombées de 37.4 millions de boisseaux. Voilà les statistiques. Voilà l'histoire de l'agriculteur de l'Ouest.

• (8.20 p.m.)

Je note la déclaration du ministre comptable de la Commission du blé à ce sujet. Il croit que par suite de cette énorme réduction envisagée des emblavures, il pourra rencontrer les autres producteurs de blé et qu'ils accepteront la formule. C'est stupide. Certains pays pourrissent et souscissent. Je ne sais pas ce que les États-Unis feront; ils nous encouragent, mais pourquoi pas? Je suis toujours disposé à encourager le jeune lutteur—il peut même vaincre—du moment que je ne reçois pas les coups. Mais les députés supposent-ils que l'URSS réduira sa production de blé? Ce serait insensé de sa part. C'est appliquer l'économie du XIX^e siècle au Canada en l'an 1970. C'est la politique du laisser faire, aussi désuète aujourd'hui que l'époque de la charrette et du cheval.

Certains s'imaginent que nous réussirons à convaincre d'autres pays de réduire leurs emblavures dans les mêmes proportions. Mais le cultivateur de blé dans l'Ouest fera le dindon de la farce. C'est lui qui paiera. Il est temps de suivre des politiques réalistes. Nous

pouvons accepter au besoin une réduction progressive étalée sur plusieurs années, mais avant d'accepter une réduction de cette ampleur nous voulons connaître les projets des autres pays producteurs. Il ne sert à rien de spéculer et c'est ce que nous faisons actuellement. Nous ne pouvons pas laisser toute la charge sur les épaules des fermiers. Il est certain que les contribuables sont prêts à y mettre du leur, mais les fermiers paieraient un prix beaucoup plus élevé. J'aimerais que le ministre nous assure que l'URSS, la France, l'Argentine, l'Australie et les autres grands producteurs se sont engagés à diminuer leurs propres emblavures en conséquence. Dans ce cas, monsieur l'Orateur, il n'y aurait pas besoin d'envisager une réduction de 22 millions d'acres car une telle réduction ne serait pas nécessaire que pour rééquilibrer les productions mondiales si cela est notre objectif. Le seul objectif devrait être le besoin de fournir des vivres aux populations affamées, objectif que ce programme ignore totalement. C'est pourquoi je presse le gouvernement de reconsidérer ses positions et de modifier certains aspects de son programme avant qu'il soit trop tard et que des dommages trop importants aient été causés. Personne ne sait quel sera le résultat en 1971 lorsque les Canadiens récolteront au sens propre du terme ce que les députés d'en face auront semé en 1970.

M. Ross Whicher (Bruce): Monsieur l'Orateur, c'est certainement un plaisir de pouvoir dire quelques mots dans le débat de ce soir. En ce qui concerne la politique agricole du gouvernement, je l'ai quelque peu critiquée par le passé. Je tiens à dire tout de suite qu'à mon avis, le gouvernement a pris une mesure pleine de sagesse pour se sortir de la situation où il se trouve.

Une voix: Il a rétrogradé.

M. Whicher: Je ne trouve pas que la situation où il s'est trouvé était inévitable. D'autre part, eu égard aux énormes réserves de blé et d'autres céréales qui sont entassées dans l'Ouest du Canada, je crois que le gouvernement a fait preuve de bonne foi vis-à-vis des cultivateurs de l'Ouest et a du moins tenté d'apporter une solution qui les aidera dans une grande mesure.

Habitant l'Est du Canada, je ne connais pas bien tous les problèmes que pose l'agriculture dans l'Ouest. Mais j'ai eu l'occasion d'aller de ce côté l'année dernière lorsque je faisais partie du comité de l'agriculture et j'ai parlé à un certain nombre de cultivateurs des trois provinces. Je sais qu'ils sont dans une très mauvaise passe financière; ils ne savent pas de quel côté se tourner.